

L'OGBL présente ses revendications aux partis politiques, mardi 20 juin. Luc Frieden rencontre le comité exécutif du LCGB, le 5 mai.



ÉLECTIONS SOCIALES

Les syndicats battent campagnes

Fabien Grasser

Comme à l'accoutumée, l'OGBL adresse un catalogue de revendications aux partis politiques en amont des législatives. Un exercice auquel le LCGB ne veut pas se livrer, affirmant se concentrer sur ce qu'il estime être son seul travail syndical mais aussi sur un autre scrutin : celui des élections sociales du mois de mars prochain.

L'OGBL compte bien peser sur « l'orientation politique générale du pays au cours des cinq prochaines années » et le fait savoir. Ce mardi 20 juin, il a présenté un catalogue de revendications adressées aux politiques en vue des législatives d'octobre. Intitulé « L'OGBL s'invite dans la campagne électorale », le document sera envoyé aux partis ainsi qu'à tous les membres du syndicat. Mais « il ne s'agit en aucun cas d'une recommandation de vote, ce sont nos messages pour une politique moderne et progressiste », a insisté la présidente de l'OGBL, Nora Back, au cours d'une conférence de presse au siège eschois de la centrale. Entourée de la quasi-totalité du bureau exécutif, elle a passé en revue les 15 priorités que le syndicat soumettra aux candidats dans les jours et semaines à venir. Des doléances marquées à gauche, que la présidente a déclinées au pas de charge, un tantinet monocorde, face à un auditoire clairsemé de journalistes.

De la « nécessaire modernisation d'un droit du travail ne correspondant plus au tissu économique actuel » au « renforcement du dialogue social », cette liste plutôt dense n'a en soi rien de neuf. Mais elle a le mérite de synthétiser et préciser les combats sociaux menés par l'OGBL ces dernières années et, très probablement, ceux à venir. Réduction du temps de travail, justice fiscale et sociale, maintien de l'index, logement, pensions et santé sont quelques autres points saillants

de ce spectre assez large, mais « non exhaustif », que l'OGBL invite l'ensemble des partis à « plagier ».

Le syndicat est familier de cet exercice, auquel il se livre sous diverses formes avant chaque fin de mandature. Les décisions prises par les coalitions ont « des répercussions immédiates sur le monde du travail », justifie le document de 16 pages. Depuis 2013, la formule a néanmoins pris une coloration particulière, les législatives étant, depuis cette date, suivies de près par les élections sociales. Dans cette proximité temporelle, les enjeux peuvent s'entremêler et leur portée s'en trouver augmentée pour chacun des protagonistes, politiques comme syndicaux.

Après les élections, ce sera encore élections...

2023 est qualifiée de « super année électorale » au Luxembourg. Mais celle-ci se prolonge bien au-delà du 31 décembre, puisque électeurs et électrices sont appelé-es aux urnes pas moins de quatre fois en douze mois : aux communales de juin succèdent les législatives d'octobre, les élections sociales de mars et, à nouveau en juin, les européennes. Le calendrier électoral est bousculé et décalé depuis les législatives anticipées de 2013, provoquées par la crise politique qui avait entraîné la chute du dernier gouvernement Juncker.

Les revendications présentées par l'OGBL mardi ont de ce fait un avant-goût de campagne électorale pour le scrutin qui désignera l'an prochain les représentant-es à la Chambre des salariés (CSL) et les délégué-es du personnel dans les entreprises. Interpeller les politiques pour les législatives, c'est aussi préparer le terrain pour l'élection d'après. Le LCGB, pour sa part, enjambe l'interpellation politique et a pris un temps d'avance sur l'OGBL

en dégainant, le 3 juin dernier, un programme électoral précisément décliné autour du mot d'ordre « Avoir un temps d'avance sur demain ». Et sans doute aussi un peu sur son concurrent...

Les propositions, présentées alors à 500 membres réunis à Remich, s'articulent autour de « huit valeurs et engagements ». Ils recoupent à peu de chose près les mêmes sujets disséqués mardi par l'OGBL, mais de façon bien plus elliptique. Le ton est aussi moins ouvertement revendicatif, plus consensuel. Le syndicat chrétien ne plaide par exemple pas directement pour une réduction du temps de travail, mais « pour un meilleur aménagement du temps de travail des salariés de tout secteur ».

Un rendez-vous spontané avec Luc Frieden

« Nous ne nous adressons pas aux politiques car nous considérons que ce n'est pas notre cœur de métier. Nous défendons avant tout les intérêts de nos membres et il y a déjà assez à faire », argumente Christophe Knebel, secrétaire général adjoint du LCGB. Tout comme l'OGBL, le syndicat chrétien se défend de donner des consignes de vote à ses membres. « Les huit valeurs autour desquelles s'articule notre programme permettront à chacun de faire son choix en toute liberté », dit-il, un brin mystérieux. Il estime ces valeurs partagées par une large part de l'échiquier politique et en veut pour preuve « la présence de membres du LCGB sur des listes de presque tous les partis lors des communales ». S'il juge la distance avec les législatives suffisante, il rappelle le refus opposé aux syndicats, il y a cinq ans, de décaler d'un an les élections sociales afin de les déconnecter nettement du scrutin politique.

Le 5 mai dernier, le comité central du LCGB recevait toutefois dans ses locaux Luc Frieden. La tête de liste du CSV aux législatives y avait présenté son programme, une rencontre assumée et relayée par le syndicat sur son site internet. « C'était un échange comme nous en avons régulièrement avec des responsables politiques », affirme Christophe Knebel. « Il est normal que nous voulions connaître ce que propose le principal parti d'opposition car nous n'en savions rien », avance-t-il. « Les trois autres grands partis sont au gouvernement : nous avons des échanges presque quotidiens avec eux dans notre travail syndical et nous savons donc ce qu'ils proposent. » Le responsable syndical récuse toute intention de fléchage politique dans la rencontre avec Luc Frieden, alléguant que le « rendez-vous s'est décidé de façon quasi spontanée ».

Si les scrutins se suivent et se croisent même parfois « spontanément », ils ne se ressemblent pas. Les élections sociales se distinguent résolument des échéances politiques, tant par leur nature que par la composition du corps électoral. Si le vote n'y est pas obligatoire, elles s'adressent à un large électorat de quelque 500.000 personnes, soit l'ensemble des salarié-es du pays, les 220.000 frontaliers et frontalières compris-es. En comparaison, la liste électorale aux communales du 11 juin, ouvertes au vote étranger, recensait 329.000 personnes. Et celle des législatives de 2018, 260.000. D'aucuns jugent dès lors les élections sociales comme les plus démocratiques au Luxembourg. Elles permettent à tous ceux et à toutes celles qui contribuent à la vie et à la richesse du pays d'exprimer, en partie au moins, leurs attentes pour le quotidien et l'avenir. D'une façon ou d'une autre, cela vaut bien de prendre un temps d'avance.